

CAHIER DE RECHERCHE
ÉLECTORALE ET PARLEMENTAIRE

NUMÉRO 26 – Mars 2026

La participation politique et électorale en fonction du statut socioéconomique

Une revue de la littérature scientifique

CLÉMENT BOURDEAU

ÉTUDIANT À LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE, UNIVERSITÉ LAVAL



Chaire de recherche
sur la démocratie et les institutions
parlementaires

Chaire de recherche sur la démocratie
et les institutions parlementaires



UNIVERSITÉ
LAVAL

La participation politique et électorale en fonction du statut socioéconomique

Une revue de la littérature scientifique produite de 1982 à 2025

Projet de recherche de
la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires
en collaboration avec
Élections Québec

Par
Clément Bourdeau
Étudiant à la maîtrise en science politique, Université Laval

Sous la supervision de
Juliette Samson
et
Prof. Valérie-Anne Mahéo
Titulaire de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires

RÉSUMÉ

Dans cette revue de littérature, nous étudions comment la situation socioéconomique d'un individu – déterminée par son niveau d'éducation, son revenu et sa catégorie socioprofessionnelle – influence sa participation politique. En effet, les inégalités de participation politique peuvent avoir des conséquences sur la représentation politique et provoquer des disparités dans la réactivité des institutions publiques aux individus plus ou moins favorisés. Cette revue de littérature se concentre principalement sur le Québec et le Canada, mais couvre aussi les États-Unis et l'Europe. Pour élaborer cet état du savoir, nous avons retenu 85 références, publiées entre 1982 et 2025.

Cette revue de littérature révèle qu'un statut socioéconomique plus faible réduit de manière considérable la participation électorale. Il en est de même pour d'autres formes de participation dites non électorales : les individus moins éduqués s'engagent moins dans les formes de participation institutionnelle, comme être membre d'un parti politique, faire du bénévolat pour un parti, faire des dons à un parti politique ou à un candidat et contacter un élu. De plus, les individus moins éduqués s'engagent moins dans les formes de participation dites non institutionnelles, comme discuter de politique avec des proches, participer à des manifestations, boycotter des produits pour des raisons politiques, partager de l'information politique en ligne et utiliser de manière politique les médias sociaux. L'éducation serait en effet le facteur central du statut socioéconomique, celui qui influence le plus la propension à participer en politique. En somme, les individus avec un statut socioéconomique plus bas participent moins sur le plan politique, peu importe la forme de participation considérée.

La littérature révèle trois principaux facteurs explicatifs des inégalités de participation politique et de la plus faible participation politique des individus ayant un statut socioéconomique plus faible. Le premier facteur relève des **barrières individuelles** : le revenu et l'éducation. D'une part, chez les personnes issues de milieux socioéconomiques plus défavorisés, les ressources économiques disponibles sont consacrées aux besoins fondamentaux plutôt qu'à la participation politique. D'autre part, l'éducation exerce une influence sur le développement des compétences civiques d'un individu, qui peuvent faciliter l'action politique. Le deuxième facteur est lié aux **barrières sociales**. Le développement de liens sociaux, à l'école ou au travail, par exemple, peut aussi permettre de développer ses compétences civiques. De plus, les personnes ayant un statut socioéconomique plus faible sont plus à risque de vivre de l'isolement social, ce qui peut avoir un impact sur la confiance à l'égard des sphères politiques. Le dernier facteur qui peut expliquer les différences de participation politique relève de **barrières institutionnelles**. Par exemple, la professionnalisation de la politique et la sous-représentation des enjeux importants pour les personnes en situation de pauvreté socioéconomique dans le débat public sont des éléments qui agissent comme des barrières à leur participation. Notons toutefois que des études ont montré qu'un contact positif avec des employés du service d'aide sociale peut renforcer la volonté de participer de personnes en situation de pauvreté.

Enfin, la revue de littérature a révélé que certaines interventions publiques pouvaient être vues comme de potentielles solutions au problème des inégalités de participation politique basées sur le statut socioéconomique. Par exemple, des programmes de soutien à la réussite en milieu scolaire peuvent avoir des effets bénéfiques à long terme sur la participation électorale à l'âge adulte. De plus, un outil d'éducation publique comme la *Boussole électorale* peut permettre de stimuler l'engagement politique des individus de milieux plus défavorisés et potentiellement augmenter leur participation.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
L'état des inégalités de participation politique basées sur le statut socio-économique	7
A) L'état des inégalités de participation au Canada	7
B) L'état des inégalités de participation au Québec	8
C) L'état des inégalités de participation à l'international	9
Les barrières à la participation politique des individus dont le SSE est plus faible	11
A) Les barrières individuelles	11
B) Les barrières sociales	13
C) Les barrières institutionnelles et politiques	14
Les interventions et les solutions	16
A) L'éducation	16
B) La boussole électorale	17
C) La délibération	17
Conclusion	18
Bibliographie	21

INTRODUCTION

La démocratie représentative moderne exige la mise en place de structures électorales impartiales, le suffrage universel et des mécanismes qui obligent les élus à se montrer redevables à la population (Urbinati, 2006). En science politique, la participation politique est considérée comme centrale pour le succès de la gouvernance démocratique (Asard et Bennett, 1997; Berelson, 1952; DeLuca, 1995). En participant sur le plan politique, que ce soit par le biais du vote ou des formes de participation dites non électorales, un individu peut faire entendre sa voix et tenter d'influencer le gouvernement ou la sphère législative (Ankersmit, 2002; Urbinati, 2006). À ce sujet, Gilens mentionne : « La capacité des citoyens à influencer les politiques publiques est la base du gouvernement démocratique » (2005, p. 778. Traduction libre). Les institutions démocratiques doivent d'ailleurs prendre en compte l'ensemble des individus de manière équitable, peu importe leur appartenance sociale (Williams, 2000, p. 23). En théorie, l'appartenance d'un citoyen à une classe défavorisée sur le plan socio-économique ne devrait pas nuire à sa considération par ces institutions (Plotke, 1997; Urbinati, 2006). Pourtant, bon nombre d'études du monde universitaire, de l'Europe et de l'Amérique, s'entendent pour dire que la situation socio-économique d'un individu influence considérablement sa manière de participer et même sa motivation à participer sur le plan politique, et ainsi sa capacité à être entendu par les institutions (Cicatiello et coll., 2015; Dubois et coll., 2021; Milbrath, 1981; Pacheco et Plutzer, 2008; Verba et coll., 1995). La participation politique est donc inégale entre les individus en fonction de leur statut socio-économique (SSE), ce qui cause des problèmes de disparités démocratiques de représentation. On observe ce phénomène au Québec également. Dubois et ses collègues ont d'ailleurs montré que le revenu et le niveau d'éducation sont deux indicateurs corrélés positivement à la participation électorale, une forme classique de participation politique : plus le niveau de revenu ou le niveau d'éducation est élevé, plus la personne a une forte probabilité de voter (Dubois et coll., 2021, p. 10).

La présente revue de la littérature est divisée en trois parties. Il sera d'abord question de l'état des inégalités de participation politique au Québec, au Canada et à l'international, basées sur le SSE. Celui-ci est déterminé par le niveau d'éducation, le revenu et la catégorie socioprofessionnelle d'un individu (Boyce, 2008). Le SSE est un outil qui sert à diviser les individus en groupes socio-économiques, un peu comme des classes sociales : ceux qui ont un SSE faible, moyen ou élevé. Nous présenterons ensuite les facteurs susceptibles d'occasionner une faible participation politique chez les individus ayant un SSE plus faible, y compris des personnes défavorisées ou en situation de pauvreté. Trois types de facteurs seront abordés : les facteurs liés aux barrières individuelles, sociales ainsi qu'institutionnelles et politiques. Enfin, nous détaillerons certaines interventions et solutions présentées dans la littérature pour faire face au problème des inégalités de participation politique basées sur le SSE.

Pour élaborer la revue de littérature, nous avons effectué une recherche de sources et de références scientifiques basée sur une liste de groupes de mots-clés en français et en anglais. En français, les groupes de mots suivants ont été retenus : participation politique, statut socio-économique, pauvreté socio-économique, inégalité politique, inégalité participation politique, inégalité participation électorale, barrières à la participation politique, participation politique en ligne, manifestation, pétition, boycott, buycott, Québec, Canada. En anglais, ce sont les mots-clés suivants qui ont été choisis : political participation, socio-economic status, socio-economic poverty, political inequality, inequality in political participation, inequality in electoral participation, barriers to political participation, online political participation, petition, protest, boycott, buycott, Quebec, Canada. Nous avons utilisé ces groupes de mots de manière croisée pour effectuer

une recherche préliminaire dans Google Scholar ainsi que dans le Worldwide Political Science Abstracts. Après lecture des résumés des différents articles, nous avons recueilli les publications qui semblaient liées au sujet visé. À partir de cette première recherche, nous avons sélectionné, analysé, puis trié les résumés, les titres, les sous-titres et les listes de mots-clés des sources les plus pertinentes déjà trouvées. Cette stratégie avait pour objectif de trouver d'autres combinaisons de mots-clés plus justes. En français, les nouveaux mots trouvés sont les suivants : opportunité égalitaire participation, inégalité forme non institutionnelle, engagement civique, vote de classe, représentation égalitaire, efficacité politique, inégalité de revenu. En anglais : equal opportunity to participate, inequality in non-institutional forms of participation, civic engagement, class voting, equal representation, political efficacy, income inequality. Au total, nous avons retenu 85 sources, publiées entre 1982 et 2025.

L'ÉTAT DES INÉGALITÉS DE PARTICIPATION POLITIQUE BASÉES SUR LE STATUT SOCIO-ÉCONOMIQUE

A) L'ÉTAT DES INÉGALITÉS DE PARTICIPATION AU CANADA

Au Canada, avoir un SSE plus faible réduit de manière considérable la participation électorale (Blais et coll., 2004; Blais et Loewen, 2011; Howe, 2011; Mahéo et Fester, 2025; Pilon, 2015; Ravensbergen et VanderPlaat, 2010). Il en est de même pour les formes de participation politique autres que le vote. Afin de brosser un portrait des inégalités de participation politique au Canada en fonction de la classe sociale d'un individu, Mahéo et Fester (2025) utilisent le niveau d'éducation pour différencier les classes sociales. En effet, elles expliquent que l'éducation est le facteur central du SSE, puisqu'elle influence, chez un individu, son type d'emploi, ses revenus, les réseaux sociaux qu'il fréquente ainsi que l'environnement par le biais duquel il est socialisé (2025, p. 271-272). Dans leur étude, les autrices définissent les Canadiens « moins instruits » comme ceux qui n'ont pas de diplôme universitaire et les Canadiens « plus instruits » comme ceux qui possèdent au moins un diplôme universitaire (2025, p. 272). Elles soulignent que les individus dont le niveau d'éducation est plus faible s'engagent moins, et ce, de manière systématique, dans les formes de participation institutionnelle suivantes : être membre d'un parti politique, faire du bénévolat pour un parti, faire des dons à un parti politique ou à un candidat et contacter un élu (2025, p. 272). En ce qui a trait à la participation non institutionnelle, elles évaluent les niveaux et les inégalités de participation dans les formes suivantes : discuter de politique avec des proches, participer à des manifestations, boycotter des produits pour des raisons politiques (consommérisme politique), signer des pétitions politiques, partager de l'information politique en ligne et utiliser de manière politique les médias sociaux. En ce qui concerne la majorité d'entre elles, les individus moins éduqués participent moins (2025, p. 272). Par exemple, prendre part à des discussions politiques est plus fréquent chez les Canadiens ayant un niveau d'éducation universitaire que chez ceux n'ayant pas de diplôme d'études postsecondaires, un écart de 9,4 points de pourcentage séparant en moyenne les deux groupes (2025, p. 277). Le consommérisme politique (comme le boycott ou le buycott) est l'une des formes non institutionnelles pour lesquelles l'écart de participation entre les gens les plus éduqués et les moins éduqués est le plus grand : 15,9 points de pourcentage séparent les deux groupes (2025, p. 278). La signature de pétitions est la seule forme de participation non institutionnelle pour laquelle la différence entre les individus plus ou moins éduqués n'est pas significative (2025, p. 280).

De son côté, Turcotte (2005) analyse l'Enquête sociale générale (ESG) canadienne de 2013 pour étudier le lien entre le niveau de scolarité et la participation électorale. La différence de taux de participation électorale entre les aînés (de 64 à 75 ans) possédant un diplôme universitaire et ceux n'ayant pas de diplôme d'études secondaires était de 9 points de pourcentage (respectivement de 95 % et de 86 %), alors que chez les personnes de 25 à 34 ans, l'écart était beaucoup plus important : le taux de participation passait de 44 % chez les personnes n'ayant pas de diplôme d'études secondaires à 81 % chez celles détenant un diplôme universitaire (2015, p. 15).

Polacko (2020) analyse un ensemble de données provenant des sondages des 10 années électorales les plus récentes de l'Étude électorale canadienne. Les 10 élections fédérales incluses couvrent plus de 30 ans, de 1984 à 2015. Chaque enquête compte de 3 500 à 4 500 répondants, pour un échantillon de 39 560 personnes. Polacko montre que la probabilité de voter augmente avec chaque quintile de revenu et que le quintile le plus riche vote plus que le quintile le plus pauvre dans l'échantillon, 11,2 points de pourcentage séparant les deux groupes. Toutefois, plus de la moitié de cette augmentation se produit entre le premier et le deuxième quintile (2020, p. 1334).

Pour sa part, Milan (2005) étudie la participation politique des jeunes Canadiens de 22 à 29 ans en fonction des données de l'ESG de 2003. Dans son étude, elle étudie les formes de participation autres, dont les suivantes : chercher des renseignements sur une question politique, faire du bénévolat pour un parti politique, exprimer son opinion sur une question en communiquant avec les responsables d'un journal ou avec un politicien, signer une pétition, boycotter ou choisir un produit pour des raisons éthiques, assister à une assemblée publique, prendre la parole au cours d'une assemblée publique et participer à une manifestation ou à une marche. L'autrice montre que 32 % des jeunes adultes n'ayant pas de diplôme d'études secondaires participent à au moins une forme d'engagement politique autre que le vote, comparativement à 69 % des détenteurs d'un diplôme universitaire (2005, p. 4). Elle aborde également le revenu – un autre indicateur du SSE – et son effet sur la participation politique. Les individus de 22 à 29 ans dont le revenu du ménage est inférieur à 20 000 \$ participent à un plus grand nombre de formes d'engagement politique autres que le vote que le groupe dont le revenu du ménage est de 60 000 \$ ou plus, alors que les jeunes adultes vivant dans un ménage dont le revenu est inférieur à 20 000 \$ sont presque deux fois moins susceptibles de voter que ceux qui habitent dans un ménage dont le revenu est de 60 000 \$, et ce, même après la prise en compte d'autres facteurs (y compris le statut d'étudiant) (2005, p. 6). Turcotte (2015), en se basant sur les données de l'ESG de 2003, 2008 et 2013, se penche lui aussi sur le revenu et son effet sur la participation électorale des jeunes Canadiens (15 à 24 ans). Il souligne que les individus de 15 à 24 ans dont le revenu du ménage est inférieur à 60 000 \$ sont moins susceptibles de voter que ceux qui habitent dans un ménage à revenu de 60 000 \$ à 99 000 \$, dans des proportions respectives de 51 % et de 56 %. En ce qui a trait aux jeunes dont le revenu du ménage grimpe de 100 000 \$ à 149 000 \$, leur participation électorale est de 67 % (2015, p. 4). À noter que Turcotte, dans son analyse des données de l'ESG, n'aborde pas le lien entre le revenu du ménage des jeunes Canadiens et les formes de participation autres que le vote.

B) L'ÉTAT DES INÉGALITÉS DE PARTICIPATION AU QUÉBEC

En ce qui concerne le Québec, Dubois et ses collègues présentent des données qui indiquent que le revenu ainsi que le niveau d'éducation sont corrélés avec la participation électorale, une forme institutionnelle de participation (2021, p. 10). D'autres études montrent d'ailleurs qu'un revenu plus faible est associé à une faible participation sur le plan électoral (Gélineau et Morin-Chassé, 2009; SOM, 2004). Par exemple, lors des élections provinciales de 2018, ce sont les individus dont le revenu est de moins de 20 000 \$ qui ont le moins voté (avec un taux de vote d'environ 40 %), suivi des individus ayant un revenu de 20 000 \$ à 40 000 \$ (avec un taux de 58 %) (Dubois et coll., 2021, p. 12). En ce qui a trait à l'éducation, plusieurs études ont confirmé l'importance de cette variable : les électeurs moins scolarisés voteraient moins (Blais et coll., 2013; Gélineau et Morin-Chassé, 2009; SOM, 2004). Lors des élections provinciales de 2018, les Québécois ayant un diplôme universitaire ont d'ailleurs voté en plus grand nombre que les électeurs sans diplôme universitaire, 20 points de pourcentage séparant les taux de participation de ces deux groupes (Dubois et coll., 2021, p. 12).

Très peu d'études au Québec abordent le lien entre le statut économique et la participation politique dite non institutionnelle (outre Desmarquis, 2009; Gaudreau, 2005; Lamoureux, 2002). Toutefois, ces études semblent pointer vers le constat suivant : un sentiment d'isolement empêche les individus en situation de pauvreté de participer sur le plan politique, peu importe la forme de participation (Desmarquis, 2009; Gaudreau, 2005; Lamoureux, 2002). Pour sa part, Lamoureux argumente que l'implication au sein des organismes communautaires est un bon moyen de briser l'isolement des individus en situation de pauvreté socio-économique (2002, p. 41). Il explique d'ailleurs que le milieu communautaire agit à titre d'« espace social, public et politique » (2002, p. 41). En tentant d'offrir la parole à ses membres, de favoriser le vivre-ensemble, d'encourager les usagers à prendre leur place et à être membres à part entière d'une collectivité, l'organisme favorise un engagement au sein du milieu communautaire et, potentiellement, par la suite, au sein de la communauté politique (Lamoureux, 2002, p. 42; Maheu et Sales, 1991).

C) L'ÉTAT DES INÉGALITÉS DE PARTICIPATION À L'INTERNATIONAL

Dans la littérature internationale, il existe des preuves que les trois indicateurs du SSE, l'éducation, la profession et le revenu, sont associés à la participation politique (Gallego, 2015; Marien et coll., 2010; Smeeding et Sandstrom, 2005; Stephen et Linz, 2011). Toutefois, la force du lien entre les indicateurs du SSE et la participation politique n'est pas exactement la même dans tous les contextes nationaux (Gallego, 2015). Par exemple, les écarts de participation liés à l'éducation et au revenu sont, en moyenne, plus importants dans les pays où l'inégalité des revenus est élevée (Gallego, 2015, p. 146). Stephen et Linz, qui étudient les inégalités de participation dans différentes démocraties, abondent dans le même sens en postulant que l'influence du SSE sur la participation politique varie en fonction du pays : « Les inégalités sociales ont de nombreux déterminants. Un déterminant clé de l'inégalité est la structure institutionnelle d'une société » (2011, p. 844. Traduction libre). Pour eux, la structure institutionnelle correspond aux règles et pratiques qui encadrent les institutions gouvernementales propres aux États-Unis, soit le Congrès, la présidence ainsi que la Cour suprême (2011, p. 844). Ils donnent comme exemple le fait que le Sénat et la Chambre des représentants soient des acteurs ayant un veto; en d'autres mots, leur consentement est nécessaire pour qu'un projet de loi devienne une loi officielle (2011, p. 844). Les auteurs montrent, en comparant 23 démocraties de longue date, que plus un système politique compte d'acteurs ayant un veto, plus il devient difficile de constituer un « ensemble gagnant » permettant de modifier le statu quo politique (2011, p. 844). Selon eux, le processus de réforme aux États-Unis est paralysé et il est extrêmement ardu de mettre de l'avant des réformes sociales pour atténuer les inégalités socio-économiques. Cet état des choses perpétue la perte de confiance envers les institutions politiques chez les gens en situation de pauvreté, qui s'impliquent alors peu dans le processus politique, ayant l'impression qu'il est impossible d'améliorer leur situation (2011, p. 844).

Selon plusieurs auteurs, l'émergence de nouvelles formes de participation politique pourrait avoir réduit les inégalités basées sur l'âge et le sexe (Chrysochooul et Barrett, 2017; Ekman et Amnå, 2012; Gaiser et coll., 2010), mais pas celles liées à l'éducation et aux revenus (Deursen et coll., 2015; Mahéo et Fester, 2025; Marien et coll., 2010; Skocpol, 2003; Stolle et Hooghe, 2011; Verba et coll., 1995; Ward et coll., 2003).

De leur côté, De Coninck et ses collègues (2024) se penchent sur l'effet que pourraient avoir Internet et les médias sociaux sur la participation politique des jeunes issus d'une famille à faible SSE. Leur recherche s'appuie sur des données longitudinales récoltées de 2021 à 2023, en provenance de six pays européens. Les auteurs montrent que le SSE et la performance scolaire autodéclarée ne peuvent pas être

liés statistiquement à l'engagement civique en ligne (2024, p. 15). Or, Nemer et Tsikerdekis, dont le terrain d'étude se situe dans des quartiers défavorisés au Brésil, argumentent que la participation par Internet accroît potentiellement les inégalités de participation politique (2017, p. 2). Selon eux, puisque l'accès aux différentes technologies est inégal, les moyens de s'impliquer sur Internet favorisent les personnes qui disposent des ressources et de la motivation pour en profiter (2017, p. 8). Les auteurs parlent, entre autres, de la maîtrise des technologies, d'un accès mobile immédiat à Internet et de la capacité de produire du contenu (2017, p. 9). Selon Gainous, Marlowe et Wagner, les individus dont le SSE est plus élevé sont d'ailleurs plus susceptibles d'être en ligne et d'être à l'aise avec ces nouvelles technologies (2013, p. 148). Deursen et ses collègues (2015) abondent dans la même direction lorsqu'ils brossent un portrait de la littérature sur l'accessibilité d'Internet en fonction du SSE. Ils remarquent en effet que les activités liées aux actualités et à l'interaction sociale sur Internet sont plus populaires chez les individus dont le niveau d'éducation et le revenu sont élevés (2015, p. 259).

Dans la littérature scientifique, on soutient que le vote fait partie des formes de participation les plus accessibles et que les formes alternatives de participation, autres que le vote, sont plus coûteuses en termes d'argent, de temps et d'engagement intellectuel (Jacobs et Skocpol, 2005; Schäfer, 2012; Solt, 2010). Jacobs et Skocpol mentionnent qu'aux États-Unis, malgré toutes les barrières potentielles liées à la participation électorale, l'action de voter reste l'activité politique la plus courante (2005, p. 9).

Pour conclure cette section, précisons qu'au sein du groupe d'individus en situation de pauvreté socio-économique, il y a une diversité de profils : des gens nés dans le pays, des gens issus de l'immigration, des personnes touchées par divers problèmes de santé mentale, des jeunes ou des plus vieux. En d'autres mots, ce groupe de la population est composé de gens qui ont vécu différentes situations et qui font face à des problèmes de pauvreté distincts. Il est donc important de ne pas considérer ce groupe de la population comme homogène (Kia et coll., 2021; Kazemipur et Halli, 2000).

LES BARRIÈRES À LA PARTICIPATION POLITIQUE DES INDIVIDUS DONT LE SSE EST PLUS FAIBLE

Trois types de barrières à la participation ressortent régulièrement de la littérature : les barrières individuelles, les barrières sociales ainsi que les barrières institutionnelles et politiques.

A) LES BARRIÈRES INDIVIDUELLES

La littérature présentée ici aborde les barrières individuelles à la participation des personnes dont le SSE est faible. Ces barrières sont fortement associées à deux indices qui composent le SSE, soit le revenu et l'éducation.

Il existe un consensus dans la littérature selon lequel le manque de ressources économiques, donc un revenu plus faible, est une importante barrière à l'implication politique (Pacheco et Plutzer, 2008; Polacko, 2020; Szewczyk et Crowder-Meyer, 2022; Wilford, 2020). Verba et ses collègues soulignent que l'argent est une ressource particulièrement importante, car elle est régulièrement corrélée à la possession d'autres moyens favorisant la participation, comme l'éducation, l'engagement psychologique ou encore les réseaux de contacts (1995, p. 290). Des études montrent que, chez les personnes issues de milieux socio-économiques inférieurs, les ressources économiques disponibles sont consacrées aux besoins fondamentaux plutôt qu'à la participation politique (Beresford et Hoban, 2005; Pacheco et Plutzer, 2008, p. 573; Schaub, 2021). Beresford et Hoban (2005), pour leur part, étudient un éventail de projets organisés de manière conjointe avec des organismes communautaires en Grande-Bretagne et en Irlande. Ces initiatives ont pour objectif de souligner les barrières à la participation politique des individus en situation de pauvreté socio-économique et de trouver des solutions pour accroître leur engagement. Beresford et Hoban postulent que les personnes vivant en situation de pauvreté sont généralement plus préoccupées par leur « propre survie » que par la participation politique, qui n'a pas de résultats concrets et directs pour elles (2005, p. 20). Dans son article, Schaub (2021) étudie lui aussi l'effet causal négatif de la précarité financière aiguë sur la participation électorale. Lorsque les personnes pauvres manquent d'économies et d'autres coussins financiers, elles font fréquemment face à des situations où elles n'ont plus accès à ce dont elles ont besoin pour leur vie quotidienne; c'est ce que Schaub décrit comme des « moments de précarité financière aiguë » (2021, p. 1261). Selon l'auteur, ce type de pauvreté entraîne des problèmes psychologiques, une réduction des contacts sociaux ainsi qu'une diminution du sentiment d'efficacité politique (2021, p. 1271). Ce sentiment d'efficacité politique fait référence, selon Weissber, à la croyance d'un individu en la valeur de l'action politique et en la probabilité de succès de cette action (1975, p. 473). Chez les gens en situation de pauvreté socio-économique, la participation électorale est donc affectée négativement, avec une baisse de 4 à 5 points de pourcentage lors de moments de forte précarité financière (Schaub, 2021, p. 1271).

Par ailleurs, l'environnement scolaire atténue l'influence du manque de ressources telles que les ressources financières ou, au contraire, dans les quartiers les plus pauvres où il y a reproduction des inégalités, cet environnement accroît cette influence (Collins, 2009; Diemer et Li, 2011; Sondheimer et Green, 2010). En ce sens, enseigner la « conscience critique » peut favoriser l'engagement des jeunes marginalisés face aux comportements politiques (Diemer et Li, 2011). La « conscience critique » représente la manière dont les individus défavorisés « analysent » leurs conditions sociales et agissent pour changer leur situation

(Diemer et Li, 2011, p. 1825). Selon Diemer et Li, lorsque la « conscience critique » est enseignée aux jeunes en situation de pauvreté socio-économique, les formes de participation politique auxquelles ils sont plus enclins à participer sont le vote et l'action sociale, y compris des manifestations et des marches (2011, p. 1829).

Dans cette même optique, Sondheimer et Green (2010) démontrent que l'obtention d'un diplôme a une profonde influence sur la participation électorale. Ils prouvent cette corrélation en analysant deux projets éducatifs : l'expérience *Perry Preschool* et l'expérience du programme de bourses *I Have a Dream* (2010, p. 179). Le processus par lequel l'éducation influence positivement la participation politique reste toutefois incertain, selon les auteurs (2010, p. 180). Ils proposent tout de même quelques explications en se basant sur la littérature. Entre autres, il est possible que l'éducation augmente les connaissances politiques et l'intérêt général pour la politique (2010, p. 186). Cet intérêt pour la politique s'inscrit dans les résultats concernant la relation entre l'éducation et l'« efficacité politique interne », soit la croyance d'un individu en sa propre capacité à participer à la politique (Sondheimer, 2006; Sondheimer et Green, 2010). Il est aussi possible que l'augmentation du niveau d'éducation élargisse le réseau social d'une personne et, par le fait même, la probabilité de participer à des activités communautaires et politiques (Sondheimer et Green, 2010, p. 186). Les individus éduqués sont plus susceptibles d'avoir des personnes politiquement engagées dans leur réseau d'amis et de collègues. À noter que, dans la littérature scientifique, l'éducation est régulièrement considérée comme le meilleur prédicteur de la participation électorale (Campbell, 2006; Gallego, 2007; Gallego, 2015; Milbrath et Goel, 1982; Wolfinger et Rosenstone, 1980).

Dans la littérature scientifique, il existe également un consensus selon lequel le SSE, en particulier l'indice qu'est l'éducation, a une influence sur les compétences civiques d'un individu (Astin, 1993; Checkoway, 2009; Colby et coll., 2007; Colby et coll., 2003; Ehrlich, 2000; Eyler et Giles, 1999; Pascarella et Terenzini, 2005). Verba et ses collègues définissent les compétences civiques comme « des habiletés de communication et d'organisation » (1995, p. 304). Ils donnent les exemples suivants : des capacités de communication telles que posséder un bon vocabulaire, posséder de l'expérience en communication orale et en organisation dans le milieu du travail ou dans des organisations volontaires (1995, p. 304). Ceux qui possèdent des compétences civiques devraient trouver l'activité politique moins décourageante et coûteuse et, par conséquent, devraient être plus enclins à y participer. Un individu qui écrit des lettres, fait des discours ou organise des rencontres risque plus de prendre part à ce genre d'activité dans un cadre politique (1995, p. 304). Verba et ses collègues précisent que les compétences civiques ne sont pas nécessaires pour pratiquer toutes les formes d'actions politiques. Par exemple, avoir de la facilité à parler en public n'aide en rien au fait de voter (1995, p. 306). Les compétences civiques font donc partie des outils qui *facilitent* l'action politique, mais elles ne sont pas *nécessaires* pour participer sur le plan politique (1995, p. 306).

En ce qui concerne les barrières individuelles, soulignons enfin que, selon l'article de Desmarquis (2009), des bénéficiaires d'organismes communautaires en situation de pauvreté socio-économique peuvent prendre de leur temps pour participer à du bénévolat au sein de l'organisme quand les activités les touchent particulièrement. Selon l'auteur, le fait d'être touché par la problématique pousserait parfois les gens à donner du temps (2009, p. 68). Il s'agit là de « participation sociale au sein de l'organisme » plutôt que de participation politique à l'extérieur de l'organisme, mais il reste que les individus dont le SSE est faible s'impliquent bénévolement auprès de l'organisme lorsque la cause les touche (2009, p. 68). Malgré l'effet négatif sur la participation politique des ressources économiques et d'un faible niveau d'éducation associés à un faible SSE, un intérêt fort pour un enjeu particulier peut donc convaincre un individu de s'impliquer sur le plan politique.

B) LES BARRIÈRES SOCIALES

Plusieurs études démontrent l'effet des barrières sociales sur la participation politique d'un individu (Campbell, 2013; Cohen et Dawson, 1993; Nakhaie, 2008; Webbink et Hartog, 2004). L'absence de réseaux sociaux se manifeste par exemple à l'école, dans le voisinage ou dans des conseils de quartier.

Le milieu professionnel peut fournir des compétences importantes et donner accès à des réseaux sociaux ou interpersonnels pouvant favoriser l'engagement politique. Grâce à ces réseaux, les individus peuvent être exposés à des conversations sur des enjeux de société ou des questions politiques (Verba et coll., 1995, p. 370). L'emploi a ainsi un effet concret sur l'individu dans un processus de socialisation. La personne qui n'a pas de travail ne profite donc pas des ressources propres à l'emploi qui favorisent l'engagement politique telles que les réseaux de recrutement ainsi que les compétences civiques (habiletés de communication et d'organisation) (Webbink et Hartog, 2004).

Les réseaux sociaux développés à l'école, eux, représentent une porte d'entrée vers l'apprentissage de nouvelles capacités civiques (Verba et coll., 1995; Nakhaie, 2008). Ils viennent donc compléter les ressources politiques que possède un individu. En analysant la littérature scientifique sur le sujet, Campbell (2013) étudie le lien entre l'école et la participation politique. Il souligne que, grâce aux réseaux sociaux présents à l'école, un individu a accès à des informations pertinentes sur l'engagement politique ainsi qu'à des occasions de participation politique. Selon Willeck et Mendelberg, l'école transmet en effet des connaissances politiques et des compétences spécifiques grandement utiles en matière de participation politique (2022, p. 92). Les auteurs postulent que l'éducation offre les compétences nécessaires pour savoir comment participer sur le plan politique et pour comprendre les raisons pour lesquelles il est important de le faire. Ils soulignent notamment l'importance de la littératie, les moyens adéquats de s'informer ou encore la compréhension du fonctionnement de notre système politique (2022, p. 93).

Être en contact avec différents réseaux sociaux, comme des amis, de la famille ou des collègues de travail, peut mener à des discussions informelles sur l'actualité ou des sujets liés à la politique (Klofstad, 2011, p. 12). Les individus dont les réseaux sociaux sont peuplés de personnes ayant une plus grande « expertise » politique (c'est-à-dire des connaissances) sont plus susceptibles de participer à la politique. Klofstad (2007, 2009, 2010 et 2011) démontre un lien entre les discussions politiques et la participation politique, comme voter, contacter des représentants gouvernementaux, manifester ou travailler pour une campagne politique.

Or, les réseaux interpersonnels développés à travers l'appartenance à des groupes, que ce soit à l'école ou sur le marché du travail, sont souvent inaccessibles aux individus qui vivent dans des quartiers extrêmement pauvres (Cohen et Dawson, 1993, p. 299). Les contacts sociaux sont moins fréquents dans les quartiers défavorisés (Cohen et Dawson, 1993, p. 299), l'une des conséquences de la pauvreté étant l'isolement social (Cohen et Dawson, 1993; Wilson, 1991). En effet, dans de tels quartiers, les résidents deviennent déconnectés des structures communautaires ou des réseaux qui favorisent leur participation économique, sociale ou politique (Cohen et Dawson, 1993; Wilson, 1991). L'isolement social peut également mener à une perte de confiance envers sa propre capacité à changer les choses et à avoir une influence sur la collectivité (Cohen et Dawson, 1993; Wilson, 1991). On peut donc s'attendre à ce que la perte de confiance envers les sphères politiques et l'isolement deviennent des caractéristiques dominantes des quartiers les plus pauvres (Cohen et Dawson, 1993; Wilson, 1991). À l'inverse, les individus dont le SSE est plus élevé profitent de leurs ressources personnelles accrues telles que les ressources financières, les compétences civiques

et les interactions avec d'autres personnes de statut similaire. Les effets des divers éléments d'un SSE plus élevé se renforcent donc mutuellement (Verba et coll., 1995). Plus les résidents participent à leur organisation de quartier, plus leur niveau d'efficacité collective politique est élevé, et plus ils risquent de participer sur le plan politique (Bandura, 2001, p. 18). En effet, Bandura (2001) ainsi que Boulding et Holzner (2021) postulent qu'un élément clé de l'efficacité collective est la croyance partagée dans le pouvoir collectif d'un groupe à produire les résultats souhaités. Or, les gens en situation de pauvreté socio-économique ne profitent pas d'une telle réalité (Verba et coll., 1995).

En analysant la littérature sur les obstacles psychologiques auxquels les individus issus de milieux socio-économiques défavorisés (SSE faibles) peuvent faire face, Jury et ses collègues (2017) postulent que ces personnes souffrent de *stéréotypes négatifs* concernant leurs compétences. En d'autres mots, les personnes dont le SSE est faible sont perçues comme moins compétentes que les individus de SSE élevé (Jury et coll., 2017, p. 4; Kudrna et coll., 2010; Ramos-Sanchez et Nichols, 2007; Stebleton et Soria, 2012). D'ailleurs, les étudiants issus de milieux socio-économiques défavorisés ont une perception plus faible de leurs compétences et ont une perception autodéclarée de leur intelligence inférieure à celle des étudiants issus de milieux favorisés, ce qui représente une barrière à leur éducation (Jury et coll., 2017, p. 5). Dans son étude, Lamoureux lie ainsi la pauvreté à un sentiment d'exclusion (2002, p. 30). En effet, l'expérience des personnes aux prises avec la pauvreté et des problèmes d'analphabétisme, une difficulté à trouver un emploi ou un logement, la marginalisation et les préjugés, se traduit en exclusion sociale (2002, p. 32). L'auteur explique ensuite que les individus en situation de pauvreté socio-économique, influencés par un tel phénomène, ne sentent pas qu'ils font partie d'une communauté ou d'une collectivité. Les organismes communautaires peuvent toutefois briser cet isolement lorsqu'ils tentent d'offrir la parole à leurs membres, de favoriser le vivre-ensemble, d'encourager les usagers à prendre leur place et à être membres à part entière d'une collectivité (2002, p. 32). Ces organismes favorisent donc une implication au sein du milieu communautaire et, potentiellement, par la suite, au sein de la communauté politique (Lamoureux, 2002, p. 42; Maheu et Sales, 1991).

C) LES BARRIÈRES INSTITUTIONNELLES ET POLITIQUES

La présente section aborde les barrières institutionnelles perpétuées par des institutions politiques telles que le gouvernement, l'administration publique, les partis politiques, les groupes de pression et les autres entités politiques, qui influencent négativement la participation politique des individus en situation de pauvreté socio-économique.

Selon Lamoureux (2008), les individus en situation de pauvreté socio-économique ont l'impression que le débat public est confisqué par des groupes organisés peu accessibles tels que des partis politiques, des groupes de pression et des organismes communautaires. La professionnalisation de la politique, le fonctionnement médiatique et l'idée que la politique est un jeu où prédomine le rapport de force sont des éléments qui agissent comme des barrières à la participation pour les individus en situation de pauvreté socio-économique. Toujours selon l'auteur, un sentiment de faible efficacité interne se développe chez ces individus, comme si les groupes politiques, les partis politiques ou les groupes de pression n'étaient pas faits pour eux. Le sentiment d'efficacité interne se définit comme le « sentiment que l'action politique individuelle a, ou peut avoir, un impact sur le processus politique, c'est-à-dire qu'il vaut la peine d'accomplir ses devoirs civiques » (Campbell et coll., 1954, p. 187. Traduction libre).

D'autres auteurs mentionnent que le pouvoir est actuellement entre les mains des individus les plus riches, qui répondent à leurs intérêts plutôt qu'à ceux des individus économiquement défavorisés (Goodin et Dryzek, 1980; Solt, 2008). Par conséquent, les personnes à faible revenu se désengagent du processus politique, car elles concluent qu'il ne vaut pas la peine de s'investir dans un tel domaine (Polacko, 2020; Solt, 2008). Certaines études démontrent d'ailleurs que les opinions des gens en situation de pauvreté et les enjeux particulièrement importants pour eux sont sous-représentés dans le processus d'élaboration des politiques publiques (Bartels, 2005, 2009; Gilens, 2005; Piven et Cloward, 1988, 2000). Il est question ici, entre autres, d'enjeux de redistribution (Piven et Cloward, 2000). L'article de Bartels (2005) illustre bien cette affirmation. Dans sa recherche, l'auteur se concentre sur la réactivité des sénateurs américains, dans les années 1990, aux opinions de leurs électeurs (2005, p. 3). Il démontre que les sénateurs sont bien plus réactifs aux opinions des électeurs aisés qu'à celles des électeurs à revenu modeste (2005, p. 4). Par exemple, les électeurs situés au 75^e percentile de la distribution des revenus semblent avoir presque trois fois plus d'influence que ceux du 25^e percentile sur les tendances de vote globales et sur les votes spécifiques des sénateurs (2005, p. 4). Les électeurs proches du sommet de la distribution des revenus ont encore plus d'influence, tandis que ceux proches du bas en ont très peu ou pas du tout (2005, p. 4).

À noter que certains auteurs remettent en question cette perspective selon laquelle les institutions perpétuent, de façon systémique, les inégalités politiques. Ura et Ellis (2008), Soroka et Wlezien (2008) ainsi que Rigby et Wright (2013) soutiennent que le gouvernement n'est pas, de manière disproportionnée, plus réactif aux opinions des citoyens plus riches. Donc que les riches ne sont pas nécessairement plus écoutés et représentés par les élus, comparativement aux citoyens de classe moyenne ou faible. En analysant les données de l'ESG aux États-Unis, Soroka et Wlezien montrent que, parmi les différents domaines récurrents d'investissements, le gouvernement ne priorise pas les opinions ou les préférences des individus dont le SSE est plus élevé, à l'exception des politiques relatives à l'aide sociale (2008, p. 325).

Mentionnons enfin, selon l'étude de Lawless et Fox (2001), qu'un contact positif avec les employés du service d'aide sociale peut renforcer la volonté de participer au système politique chez les individus en situation de pauvreté socio-économique et contrer, d'une certaine manière, cette marginalisation systématique. Dans leur étude, Lawless et Fox examinent, aux États-Unis, l'effet du contact avec les « responsables gouvernementaux » qui travaillent au service d'aide sociale sur la participation politique des individus en situation de pauvreté socio-économique. Cette relation entre l'usager dont le SSE est faible et l'agent gouvernemental peut accroître l'intérêt pour la participation politique et électorale si le contact est bon. Les participants à l'étude, 462 Américains en situation de pauvreté socio-économique, affirment que ces « responsables gouvernementaux » sont directement liés au reste du gouvernement (2001, p. 362). Avec le système de bien-être social, la manière dont les travailleurs sociaux ont traité les répondants (avec équité, respect et compétence) a servi de prédicteur statistiquement significatif et positif de la qualité globale de l'expérience de bien-être social rapportée par le répondant (Lawless et Fox, 2001, p. 364; Soss, 1999). De plus, un bon contact avec les travailleurs sociaux du service de l'aide sociale pour un individu dont le SSE est faible augmente la probabilité de voter de plus de 19 % (Lawless et Fox, 2001, p. 376). Les auteurs étudient également le contact des individus en situation de pauvreté socio-économique avec les agents de police (Lawless et Fox, 2001; Massey et coll., 1994). Un contact négatif avec la police accroît de manière notable la probabilité prédite de participation politique. Plus précisément, une rencontre négative avec la police augmente de 15 % la probabilité d'être un participant politique (Lawless et Fox, 2001, p. 378). Les interactions – positives ou négatives – avec les représentants de diverses institutions politiques ont donc des conséquences importantes sur la participation politique des individus, notamment chez les personnes en situation de pauvreté.

LES INTERVENTIONS ET LES SOLUTIONS

Dans la présente section, nous énumérerons et expliquerons plusieurs interventions et solutions répertoriées dans la littérature scientifique. Elles sont classées selon trois thèmes distincts, soit l'éducation, la boussole électorale ainsi que la délibération.

A) L'ÉDUCATION

Lott soutient qu'un jeune qui évolue dans une école fréquentée par une majorité d'élèves issus de familles à faible revenu développe des capacités civiques nettement moins importantes (2013, p. 10). Pour pallier cette situation, plusieurs avancent que les capacités communicationnelles et la richesse du vocabulaire peuvent être accrues par l'instauration de programmes dans des écoles de quartiers « défavorisés » (Verba et coll., 1995, p. 304). Dans leur étude, Sondheimer et Green (2010) se consacrent au rapport entre l'éducation et la participation électorale et se penchent sur deux exemples de programmes en milieu scolaire.

I. L'expérience Perry Preschool

L'étude quasi expérimentale sur la *Perry Preschool* est une étude longitudinale des effets d'un programme d'éducation intensif à la maternelle sur l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires et ultimement sur la participation électorale chez les jeunes en situation de pauvreté socio-économique (Sondheimer et Green, 2010, p. 179). Dans le cadre de ce programme, les enseignants mettaient l'accent sur « l'apprentissage actif » et encourageaient les élèves à planifier, à réaliser et enfin à revoir les activités qui leur étaient proposées (2010, p. 179). Une attention particulière était apportée aux « questions ouvertes » dans le but d'engager les élèves dans des conversations, tant avec les adultes qu'avec d'autres élèves. Le taux de diplomation du secondaire était de 65,0 % dans le groupe de traitement ayant suivi le programme intensif, contre 44,4 % dans le groupe témoin, alors que la participation électorale s'élevait à 18 % dans le groupe de traitement, comparé à 13 % dans le groupe témoin (2010, p. 180). Le fait d'engager les élèves dans des conversations avec les enseignants et les autres étudiants et de développer leur capacité de répondre à des « questions ouvertes » accroît donc leurs chances d'obtenir leur diplôme et de participer sur le plan politique.

II. L'expérience du programme de bourses I Have a Dream

I Have a Dream (IHAD) est un programme de bourses d'études complet visant à augmenter les taux de diplomation du secondaire et d'inscription à l'enseignement supérieur des individus en situation de pauvreté socio-économique (Sondheimer et Green, 2010, p. 179). Bien que IHAD ait commencé comme un moyen de financer l'éducation universitaire des étudiants à faible revenu, il a depuis évolué en un vaste programme, qui « vise à offrir une expérience de classe moyenne » aux étudiants issus de milieux défavorisés (2010, p. 179. Traduction libre). En plus de la promesse de bourses universitaires, les étudiants du programme bénéficient de tutorat dans diverses matières, travaillent avec des mentors pour établir et atteindre des objectifs scolaires et professionnels et participent ensemble à des activités parascolaires depuis leur sélection initiale à l'école primaire jusqu'au lycée, et parfois au-delà. Les résultats de l'intervention IHAD sur les taux de diplomation sont importants : le programme a fait augmenter le taux de diplomation de 61,5 % à 79,0 % (2010, p. 181). L'intervention IHAD est également associée à une hausse des taux de participation électorale. Les registres de vote indiquent que le taux de participation électorale des personnes ayant bénéficié du programme IHAD est de 42 %, contre 33 % dans le groupe témoin n'ayant pas suivi ce programme de soutien à l'éducation (2010, p. 181). En offrant du tutorat ainsi que des activités parascolaires aux étudiants, ce programme accroît donc leurs chances d'obtenir leur diplôme et de participer sur le plan politique.

B) LA BOUSSOLE ÉLECTORALE

Mahéo étudie l'effet des « systèmes d'aide au vote » (SAV) sur la probabilité d'aller voter (2017). Plus précisément, elle évalue l'influence de la boussole électorale lors des élections provinciales de 2014 auprès de résidents d'un quartier défavorisé de Montréal. Mahéo souligne un léger effet différencié et positif sur l'intérêt pour la campagne, parmi les moins diplômés à court terme (2017, p. 524). La boussole électorale a des effets positifs plus importants sur le comportement de recherche d'information (à court et à moyen terme) et sur l'intention de voter des moins diplômés (2017, p. 518). En effet, elle augmente les intentions de vote des citoyens moins éduqués de 13 points de pourcentage chez ceux qui ont utilisé la boussole électorale, par rapport à ceux qui ne l'ont pas utilisée. À noter toutefois que la boussole électorale augmente uniquement la participation électorale réelle de 2 points de pourcentage pour le groupe moins éduqué et que cet effet n'est pas statistiquement significatif (2017, p. 524). L'augmentation considérable de la motivation à voter parmi les moins éduqués signifie tout de même que la boussole pourrait être une piste de solution à explorer pour accroître la participation politique chez les individus de milieux plus défavorisés (2017, p. 524).

C) LA DÉLIBÉRATION

L'objectif derrière la délibération, qui peut prendre la forme de programmes ou d'initiatives, est d'aller rencontrer directement les citoyens et d'élaborer une stratégie à leurs côtés. En effet, la délibération publique est fréquemment présentée dans la littérature comme un moyen d'accroître la participation politique des individus en situation socio-économique désavantagée (Cohen et Dawson, 1993; Dupéré et coll., 2022; Nemer et Tsikerdekis, 2017). C'est un moment pertinent pour écouter cette population, lui donner la parole et lui faire sentir que sa voix est importante. De telles délibérations pourraient mener, par la suite, vers une augmentation de la participation électorale (Cohen et Dawson, 1993). Pensons, entre autres, à la recherche participative sur l'autonomie alimentaire de Dupéré et ses collègues (2022), qui a favorisé l'implication des individus en situation de pauvreté socio-économique au sein du milieu communautaire.

À noter qu'en utilisant les données d'enquête de l'étude sur les élections générales britanniques de 1997, Larcinese prouve que la connaissance politique augmente d'au moins 6 % la probabilité qu'une personne vote (2007, p. 16). L'auteur considère les éléments suivants comme des connaissances politiques : la connaissance des institutions, des processus électoraux et des personnalités publiques (2007, p. 14). Une personne ayant une connaissance politique considérée comme maximale est environ 30 % plus susceptible de voter qu'une personne au bas de la distribution des connaissances (2007, p. 16). Si les connaissances politiques influencent la probabilité de voter, instaurer des séances d'information sur les partis politiques au Québec et au Canada et sur les enjeux importants lors des élections permettrait donc d'augmenter la propension à voter chez les individus en situation de pauvreté socio-économique.

Par ailleurs, le concept de « gouvernance participative » revient régulièrement dans la littérature scientifique (Friedman, 1992; Leadbeater, 1997; Mendell, 2006). Pour certains auteurs, il y a nécessité de construire des stratégies impliquant tous les acteurs locaux (Leadbeater, 1997; Mendell, 2006). La création d'espaces où des individus aux ressources, aux capacités et aux intérêts divers peuvent se rassembler, débattre et coopérer est, selon eux, nécessaire (Leadbeater, 1997; Mendell, 2006).

Selon le cycle politique de Piven et Cloward (1988), lorsque les personnes pauvres sont démobilisées, les politiques publiques qui portent sur le « bien-être » ne reflètent pas leurs intérêts. Il est donc primordial pour le gouvernement et les élus d'aller sur le terrain (dans un organisme communautaire, par exemple) et d'écouter les besoins et demandes de cette population.

CONCLUSION

I. Les inégalités de participation

Au Québec et au Canada, avoir un SSE plus faible réduit de manière considérable la participation électorale, qui est une forme institutionnelle de participation politique (Dubois et coll., 2021; Mahéo et Fester, 2025). Le constat est semblable en ce qui a trait aux formes dites non institutionnelles. En effet, en ce qui concerne la majorité des formes non institutionnelles, les individus « moins éduqués » participent moins (Mahéo et Fester, 2025, p. 277). Signer une pétition représente une exception. En effet, cette forme de participation ne semble pas présenter d'inégalités significatives, probablement en raison de son caractère très accessible (Mahéo et Fester, 2025, p. 277). À noter qu'au Québec, si certaines études permettent d'affirmer que les individus en situation de pauvreté socio-économique participent moins sur le plan politique, de manière générale (Desmarquis, 2009; Gaudreau, 2005; Lamoureux, 2002; Racine, 2010), elles n'analysent pas les inégalités de participation politique pour chaque forme non institutionnelle (par exemple, entreprendre des discussions politiques avec des amis, participer à des manifestations, boycotter des produits [le consumérisme politique], signer une pétition, partager de l'information politique en ligne, utiliser de manière politique les médias sociaux).

Au Québec, on constate moins d'inégalités de participation en ce qui a trait aux formes non institutionnelles, ce qui n'est pas le cas au Canada ou à l'international, où le revenu et l'éducation sont des facteurs menant à des inégalités de participation non institutionnelle (Deursen et coll., 2015; Mahéo et Fester, 2025; Marien et coll., 2010; Skocpol, 2003; Stolle et Hooghe, 2011; Verba et coll., 1995; Ward et coll., 2003).

II. Les explications

L'explication des inégalités de participation politique peut être liée à trois types de barrières : les barrières individuelles, les barrières sociales et, enfin, les barrières institutionnelles et politiques. D'abord, en ce qui a trait aux facteurs individuels, le manque de ressources financières (Verba et coll., 1995) et un déficit d'éducation (Campbell, 2006; Sondheimer et Green, 2010; Wolfinger et Rosenstone, 1980) représentent des barrières importantes à la participation politique. L'éducation est l'un des principaux moyens par lesquels un individu acquiert des compétences civiques (Skocpol, 2003; Ehrlich, 2000; Eyer et Giles, 1999; Pascarella et Terenzini, 2005). Les personnes qui possèdent des compétences civiques sont plus enclines à participer sur le plan politique (Verba et coll., 1995, p. 304).

En ce qui concerne les barrières sociales, la pauvreté est principalement liée, dans la littérature scientifique, à un sentiment d'exclusion (Maheu et Sales, 1991; Lamoureux, 2002, p. 42). Un tel sentiment limite le contact des individus en situation de pauvreté socio-économique avec différents réseaux sociaux (milieu du travail, voisinage, organismes, etc.). Or, ces réseaux représentent une porte d'entrée vers l'apprentissage de nouvelles habiletés civiques (Verba et coll., 1995; Nakhaie, 2008). Comme souligné précédemment, les compétences civiques accroissent les chances de participer sur le plan politique (Verba et coll., 1995, p. 304). À propos des barrières institutionnelles, le sentiment que la politique n'est pas accessible ou qu'elle n'est pas faite « pour eux » est régulièrement souligné par les individus en situation de pauvreté socio-économique (Campbell et coll., 1954; Lamoureux, 2008). Ce sentiment découle notamment de la domination du débat public par les partis politiques, les groupes de pression et même certains organismes commu-

nautaires (Lamoureux, 2008). De plus, l'aliénation envers la politique se développe, car les opinions des gens en situation de pauvreté socio-économique et les enjeux particulièrement importants pour eux sont sous-représentés dans le processus d'élaboration des politiques publiques (Bartels, 2008; Gilens, 2005; Piven et Cloward, 1988, 2000).

III. Les solutions pour réduire les inégalités

Certaines solutions pour accroître la participation politique des individus en situation de pauvreté socio-économique sont répertoriées dans la littérature scientifique. On trouve entre autres la boussole électorale, une « application d'aide au vote » qui peut participer à stimuler le comportement de recherche d'information sur une campagne électorale (à court et à moyen terme) et à augmenter l'intention de voter des personnes moins diplômées (Mahéo, 2017). D'autres solutions sont liées à l'éducation, dont les programmes au sein des écoles de quartiers « défavorisés » pour accroître les capacités civiques. Par le biais du programme *Perry Preschool*, qui a pour objectif d'inclure les élèves en situation de pauvreté socio-économique dans des conversations avec les enseignants et les autres étudiants et de développer leur capacité de répondre à des « questions ouvertes », on augmente les chances des jeunes d'obtenir leur diplôme et de participer sur le plan politique. Pour sa part, le programme de bourses *I Have a Dream* offre du tutorat ainsi que des activités parascolaires aux étudiants défavorisés sur le plan socio-économique, ce qui accroît aussi les chances des jeunes d'obtenir leur diplôme et de participer sur le plan politique. Soulignons également les moyens liés à la délibération : aller rencontrer directement les citoyens et élaborer une stratégie à leurs côtés (Sondheimer et Green, 2010). En d'autres mots, il s'agit d'offrir un lieu propice à la discussion et aux échanges. Les organismes communautaires peuvent représenter des lieux pertinents où les individus en situation de pauvreté socio-économique se sentent à l'aise de s'exprimer. Ces organismes facilitent la prise de parole de cette population et aident les individus défavorisés sur le plan socio-économique à exprimer leurs besoins et opinions (Lamoureux, 2002, p. 41).

IV. Les déficits dans la littérature scientifique

Dans la littérature qui aborde les barrières à la participation politique des individus dont le SSE est faible, il y a un déficit considérable d'études sur le sujet au Québec (outre Bonneau et Dupéré, 2020; Desmarquis, 2009; Simard, 2020) et même au Canada (outre Blais et Loewen, 2011; Chughtai, 2022; Mahéo et Fester, 2025; Solijonov, 2016; Williams, 2000). Ce déficit est problématique, car les gens en situation de pauvreté au Québec font face à des inégalités sociales et politiques propres au contexte politique, culturel et économique québécois. En effet, le contexte culturel et institutionnel québécois est distinct de celui de plusieurs pays, comme les États-Unis. Par exemple, l'État providence est plus développé au Québec qu'aux États-Unis, l'accès à l'éducation y est plus subventionné et la présence d'organismes communautaires offrant des ressources aux individus en situation de pauvreté socio-économique y est plus importante. Tous ces facteurs contextuels doivent être pris en considération pour comprendre les processus de (re)production des inégalités et définir les mesures qui peuvent les contrer.

Ravensbergen et VanderPlaat (2010) proposent plusieurs raisons expliquant pourquoi il est difficile de mettre en œuvre une recherche participative centrée sur la pauvreté au Canada. Les auteurs postulent entre autres que les gens en situation de pauvreté socio-économique ne souhaitent pas être associés à une communauté dont l'identité principale est le fait d'être considéré comme « pauvre » (2010, p. 391). Il n'est pas nécessairement désirable, pour ces individus, d'être visés par des politiques dont l'objectif est d'ac-

croître la participation politique des individus en situation de pauvreté socio-économique. Ravensbergen et VanderPlaats soutiennent également que, pour que les institutions aident les individus à développer les compétences individuelles et collectives requises à une participation politique, elles doivent disposer de ressources appropriées telles que le temps, le financement ou encore l'accès à l'influence sur les politiques (2010, p. 391). Il s'agit d'une autre raison expliquant la présence limitée de la recherche sur la pauvreté (2010, p. 391). Dans cette optique, peu de travail de terrain est entrepris sur la participation électorale de ces individus. Les études qui se penchent sur l'abstention des individus en situation de pauvreté socio-économique sont davantage d'ordre qualitatif, alors qu'il existe peu d'études quantitatives. Dans le cadre de ces analyses, les chercheurs qui offrent des pistes de solution pour accroître la participation électorale des individus en situation de pauvreté socio-économique sont rares. En effet, il y a beaucoup de constats sur ce qui explique la non-participation (Grenier et coll., 2015; Kennelly, 2009; Mahéo, 2016; Sondheimer et Green, 2010), mais concrètement, peu d'études abordent les programmes qui tentent d'offrir des pistes de solution, notamment au Québec ou au Canada. S'ils ne se penchent pas exactement sur la population visée dans le cadre de la présente revue de la littérature, Grenier et ses collègues examinent tout de même un projet pour accroître la participation à la gouvernance locale, chez les personnes en situation de handicap. Il y a des apprentissages à tirer de cette étude, car, comme noté par les auteurs, « les personnes ayant des incapacités sont en général négligées, voire oubliées dans les processus de développement local, et leurs avis de citoyens ne sont pas, ou très peu, pris en compte » (2015, p. 51). Ils mesurent l'effet des stratégies de développement local inclusif sur la participation politique de cette population. L'article de Grenier et ses collègues porte également sur un projet visant à améliorer la participation citoyenne des personnes ayant des incapacités. Par cette initiative, le Centre interdisciplinaire de recherche en réadaptation et intégration sociale, à l'origine du projet, désire concevoir des méthodes et des outils permettant d'accroître la participation politique des individus en situation de handicap (2015, p. 51). Pour donner suite à des entretiens avec les intervenants ayant pris part aux projets, les auteurs démontrent l'importance d'offrir des espaces de « concertation » accessibles dans les organismes communautaires, où la population ciblée se sent à l'aise d'exprimer ses besoins sur le plan collectif, pour ensuite trouver avec les personnes la manière pertinente d'exprimer leurs besoins sur la place publique (2015, p. 61).

Selon la revue de littérature effectuée sur la participation politique et électorale en fonction du SSE, il apparaît que nous avons de nombreuses études, au Québec et au Canada, prouvant que le revenu et le niveau d'éducation sont corrélés à la participation électorale (Blais et Loewen, 2011; Blais et coll., 2013; Dubois et coll., 2021, p. 12; Howe, 2011; Mahéo et Fester, 2025; Pilon, 2015 ; Gélinau et Morin-Chassé, 2009). Par contre, compte tenu des déficits d'études dans la littérature scientifique sur le lien entre le SSE et les formes de participation politique autres que le vote (outre Desmarquis, 2009; Gaudreau, 2005; Lamoureux, 2002; Mahéo et Fester, 2025) ainsi que sur les interventions et les solutions (outre Mahéo, 2017, sur la boussole électorale), il serait important que plus d'études soient menées au Québec et au Canada sur le lien entre le SSE et les formes non institutionnelles de participation politique ou encore sur les moyens d'accroître la participation politique des individus en situation de pauvreté socio-économique.

RÉFÉRENCES

- Ankersmit, F. R. (2002). *Political representation*. Stanford University Press.
- Asard, E. et Bennett, W. L. (1997). *Democracy and the marketplace of ideas: Communication and government in Sweden and the United States*. Cambridge University Press.
- Astin, A. W. (1993). Diversity and multiculturalism on the campus: How are students affected?. *Change: The Magazine of Higher Learning*, 25(2), 44-49.
- Avery, J. M. (2015). Does who vote matter? Income bias in voter turnout and economic inequality in the American States from 1980 to 2010. *Political Behavior*, 37(1), 955-976.
- Bandura, A. (2001). Social cognitive theory: An agentic perspective. *Annual review of psychology*, 52(1), 1-26.
- Bartels, L. M. (2005). Homer gets a tax cut: Inequality and public policy in the American mind. *Perspectives on politics*, 3(1), 15-31.
- Bartels, L. M. (2008). *Unequal democracy: The political economy of the New Gilded Age*. Princeton University Press.
- Bartels, L. M. (2009). Economic inequality and political representation. Dans L. Jacobs et K. King (dir.), *The unsustainable American State* (p. 168-185). Oxford University Press.
- Berelson, B. (1952). Democratic theory and public opinion. *Public Opinion Quarterly*, 16(3), 313-330.
- Beresford, P. et Hoban, M. (2005). *Participation in anti-poverty and regeneration work and research: Overcoming barriers and creating opportunities*. Joseph Rowntree Foundation.
- Beresford, P. et Turner, M. (1997). *It's our welfare: Report of the Citizens Commission on the Future of the Welfare State*. National Institute for Social Work.
- Blais, A., Galais, N. et Gélinau, F. (2013). La participation électorale. Dans F. Bastien, É. Bélanger et F. Gélinau (dir.), *Les Québécois aux urnes. Les partis, les médias les citoyens en campagne* (p. 179-189). Presses de l'Université de Montréal.
- Blais, A., Gidengil, E. et Nevitte, N. (2004). Where does turnout decline come from? *European Journal of Political Research*, 43(2), 221-236.
- Blais, A. et Loewen, P. (2011). *Youth electoral engagement in Canada*. Elections Canada.
- Bonneau, M. A. et Dupéré, S. (2020). La participation sociale dans une communauté rurale au Québec : ce qui la facilite, selon les points de vue de personnes engagées. *Organisations & Territoires*, 29(2), 185-196.
- Boulding, C., et Holzner, C. A. (2021). *Voice and inequality: Poverty and political participation in Latin American democracies*. Oxford University Press.
- Boyce, W. (2008). *Des cadres sains pour les jeunes du Canada – Conditions socio-économiques*. Gouvernement du Canada.
- Campbell, A., Converse, P. E., Miller, W. E. et Stokes, D. E. (1960). *The American voter*. Chicago Press.
- Campbell, A., Gurin, G. et Miller, W. E. (1954). *The voter decides*. Row, Peterson.
- Campbell, D. E. (2006). *Why we vote: How schools and communities shape our civic life*. Princeton University Press.

- Campbell, D. E. (2013). Social networks and political participation. *Annual Review of Political Science*, 16(1), 33-48.
- Caprara, G. V., Vecchione, M., Capanna, C. et Mebane, M. (2009). Perceived political self-efficacy: Theory, assessment, and applications. *European Journal of Social Psychology*, 39(6), 1002-1020.
- Checkoway, B. (2009). Youth civic engagement for dialogue and diversity at the metropolitan level. *The Foundation Review*, 1(2), 41-50.
- Chughtai, A. (2022). Trust propensity and job performance: The mediating role of psychological safety and affective commitment. *Current Psychology*, 41(10), 6934-6944.
- Chrysoschooul, X. et Barrett, M. (2017). Civic and political engagement in youth. *Zeitschrift für Psychologie*, 225(4), 291-301.
- Cicatiello, L., Ercolano, S. et Gaeta, G. L. (2015). Income distribution and political participation: A multilevel analysis. *Empirica*, 42(3), 447-479.
- Cohen, C. J. et Dawson, M. C. (1993). Neighborhood poverty and African American politics. *American Political Science Review*, 87(2), 286-302.
- Colby, A., Beaumont, E., Ehrlich, T. et Corngold, J. (2007). Highlights from Educating for Democracy: Preparing Undergraduates for Responsible Political Engagement. *Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching*.
- Colby, A., Beaumont, E., Ehrlich, T. et Corngold, J. (2010). *Educating for democracy: Preparing undergraduates for responsible political engagement*. John Wiley & Sons.
- Colby, A., Ehrlich, T., Beaumont, E. et Stephens, J. (2003). *Educating citizens: Preparing America's undergraduates for lives of moral and civic responsibility*. John Wiley & Sons.
- Collins, J. (2009). Social reproduction in classrooms and schools. *Annual Review of Anthropology*, 38(1), 33-48.
- De Coninck, D., Waechter, N. et d'Haenens, L. (2024). Unraveling the engagement paradox: High civic engagement among vulnerable European youth in the digital age. *Journal of Applied Youth Studies*, 7(1), 1-19.
- DeLuca, T. (1995). *The two faces political apathy*. Temple University Press.
- Desmarquis, M. (2009). *La participation sociale des personnes en situation de pauvreté dans un organisme communautaire en milieu urbain* [thèse de doctorat inédite]. Université Laval.
- Deursen, A. J. van, Dijk, J. A. van et Klooster, P. M. ten (2015). Increasing inequalities in what we do online: A longitudinal cross sectional analysis of Internet activities among the Dutch population (2010 to 2013) over gender, age, education, and income. *Telematics and Informatics*, 32(2), 259-272.
- Diemer, M. A. et Li, C. H. (2011). Critical consciousness development and political participation among marginalized youth. *Child development*, 82(6), 1815-1833.
- Dubois, P., Blanchard, M. et Gélinau, F. (2021). Les déterminants individuels de la participation électorale aux élections générales québécoises de 2018. *Cahiers de recherche électorale et parlementaire*, 1(21), 20-47.
- Dupéré, S., Gélinau, L., Dufour, É., Dupuis, M. J. et Vaat, C. (2022). Soutenir la participation des personnes en situation de pauvreté à la gouvernance d'un projet de recherche-action participative (RAP) : défis et leçons à partir d'un projet de recherche sur l'autonomie alimentaire. *Technologie et innovation*, 7(22), 1-20.

- Ehrlich, T. (2000). *Civic responsibility and higher education*. Greenwood Publishing Group.
- Ekman, J. et Amnå, E. (2012). Political participation and civic engagement: Towards a new typology. *Human Affairs*, 22(4), 283-300.
- Eyler, J. et Giles, D. E., Jr. (1999). *Where's the learning in service-learning?* Jossey-Bass Higher and Adult Education Series.
- Friedman, M. (1992). *A program for monetary stability*. Ravenio Books
- Gainous, J., Marlowe, A. D. et Wagner, K. M. (2013). Traditional cleavages or a new world: Does online social networking bridge the political participation divide? *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 26(1), 145-158.
- Gaiser, W., de Rijke, J. et Spannring, R. (2010). Youth and political participation – empirical results for Germany within a European context. *Young*, 18(4), 427-450.
- Gallego, A. (2007). *Inequality in political participation: Contemporary patterns in European countries*. Center for the Study of Democracy, University of California.
- Gallego, A. (2007). Unequal political participation in Europe. *International Journal of Sociology*, 37(4), 10-25.
- Gallego, A. (2010). Understanding unequal turnout: Education and voting in comparative perspective. *Electoral Studies*, 29(2), 239-248.
- Gallego, A. (2015). *Unequal political participation worldwide*. Cambridge University Press.
- Gaudreau, L. (2005). *La mobilisation des personnes sans emploi. Une enquête conscientisante dans les quartiers centraux de Québec*. Collectif québécois d'édition populaire.
- Gélineau, F. et Morin-Chassé, A. (2009). Les motifs de la participation électorale au Québec : élection de 2008. *Cahiers de recherche électorale et parlementaire*, 4(1), 1-66.
- Gilens, M. (2005). Inequality and democratic responsiveness. *Public Opinion Quarterly*, 69(5), 778-796.
- Goodin, R., et Dryzek, J. (1980). Rational participation: The politics of relative power. *British Journal of Political Science*, 10(3), 273-292.
- Grenier, Y., Boucher, N., Fougeyrollas, P., Vincent, P. et Hazard, D. (2015). Participation des personnes en situation de handicap à la gouvernance locale : comment mesurer l'impact des stratégies de développement local inclusif? Recension des concepts utiles. *Développement humain, handicap et changement social*, 1(1), 29-65.
- Habermas, J. (1962). *The structural transformation of the public sphere* (traduit par T. Berger). MIT Press.
- Habermas, J. (1996). *Between facts and norms: Contributions to a discourse theory of law and democracy* (traduit par W. Rehg). MIT Press.
- Handlin, S. (2022). *Voice and inequality: Poverty and political participation in Latin American democracies*. Oxford University Press.
- Hooghe, M., Hosch-Dayican, B. et Van Dh, J. W. (2014). Conceptualizing political participation. *Acta Politica*, 49(1), 337-348.
- Hooghe, M. et Marien, S. (2013). A comparative analysis of the relation between political trust and forms of political participation in Europe. *European Societies*, 15(1), 131-152.

- Hooghe, M. et Quintelier, E. (2013). *Political participation in Europe*. Dans S. I. Keil et O. W. Gabriel (dir.), *Society and Democracy in Europe* (p. 220-243). Routledge.
- Howe, P. (2011). *Citizens adrift: The democratic disengagement of young Canadians*. UBC Press.
- Jacobs, L. R. et Skocpol, T. (2005). *Inequality and American democracy: What we know and what we need to learn*. Russell Sage Foundation.
- Jury, M., Smeding, A., Stephens, N. M., Nelson, J. E., Aelenei, C. et Darnon, C. (2017). The experience of low-SES students in higher education: Psychological barriers to success and interventions to reduce social-class inequality. *Journal of Social Issues*, 73(1), 23-41.
- Kazemipur, A. et Halli, S. S. (2000). The colour of poverty : A study of the poverty of ethnic and immigrant groups in Canada. *International Migration*, 38(1), 89-108.
- Kennelly, J. (2009). Learning to protest: Youth activist cultures in contemporary urban Canada. *The Review of Education, Pedagogy, and Cultural Studies*, 31(4), 293-315.
- Kia, H., Robinson, M., MacKay, J. et Ross, L. E. (2021). Poverty in lesbian, gay, bisexual, transgender, queer, two-spirit, and other sexual and gender minority (LGBTQ2S+) communities in Canada: Implications for social work practice. *Research on Social Work Practice*, 31(6), 584-598.
- Klofstad, C. A. (2007). Talk leads to recruitment: How discussions about politics and current events increase civic participation. *Political Research Quarterly*, 60(2), 180-191.
- Klofstad, C. A. (2009). Civic talk and civic participation: The moderating effect of individual predispositions. *American Politics Research*, 37(5), 856-878.
- Klofstad, C. A. (2010). The lasting effect of civic talk on civic participation: Evidence from a panel study. *Social Forces*, 88(23), 53-75.
- Klofstad, C. A. (2011). *Civic talk: Peers, politics, and the future of democracy*. Temple University Press.
- Kudrna, L., Furnham, A. et Swami, V. (2010). The influence of social class salience on self-assessed intelligence. *Social Behavior and Personality: An International Journal*, 38(6), 859-964.
- Lamoureux, D. (2008). Démocratiser radicalement la démocratie. *Nouvelles pratiques sociales*, 21(1), 121-136.
- Lamoureux, H. (2002). *La pratique de l'action communautaire*. Presses de l'Université du Québec.
- Larcinese, V. (2007). Does political knowledge increase turnout? Evidence from the 1997 British general election. *Public Choice*, 131(3), 387-411.
- Larocque, F. (2011). The impact of institutionalization, politicization and mobilization on the direct participation of citizens experiencing poverty. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 44(4), 883-902.
- Lawless, J. L. et Fox, R. L. (2001). Political participation of the urban poor. *Social problems*, 48(3), 362-385.
- Leadbeater, C. (1997). *The rise of the social entrepreneur*. Demos.
- Leighley, J. E. et Nagler, J. (1992). Socioeconomic class bias in turnout, 1964-1988: The voters remain the same. *American Political Science Review*, 86(3), 725-736.
- Lott II, J. L. (2013). Predictors of civic values: Understanding student-level and institutional-level effects. *Journal of College Student Development*, 54(1), 1-16.

- Mahéo, V.-A. (2016). The impact of voting advice applications on electoral preferences: A field experiment in the 2014 Quebec election. *Policy & Internet*, 8(4), 391-411.
- Mahéo, V.-A. (2017). Information campaigns and (under) privileged citizens: An experiment on the differential effects of a voting advice application. *Political Communication*, 34(4), 511-529.
- Mahéo, V.-A., Dejaeghere, Y. et Stolle, D. (2012). La non-participation politique des jeunes : une étude des barrières temporaires permanentes de l'engagement. *Revue canadienne de science politique*, 45(2), 405-425.
- Mahéo, V.-A. et Fester, M. (2025). Participation (in)equalities: A portrait of Canadians political participation. Dans J. Robbins-Kanter, R. Koop et D. Troup (dir.), *The working class and politics in Canada* (p. 265-289). UBC Press.
- Maheu, L. et Sales, A. (1991). *La recomposition du politique*. Presses de l'Université de Montréal.
- Marien, S., Hooghe, M. et Quintelier, E. (2010). Inequalities in non-institutionalised forms of political participation: A multi-level analysis of 25 countries. *Political studies*, 58(1), 187-213.
- Marsh, M. (1991). Accident or design? Non-voting in Ireland. *Irish Political Studies*, 6(1), 1-14.
- Massey, D. S., Gross, A. B. et Shibuya, K. (1994). Migration, segregation, and the geographic concentration of poverty. *American sociological review*, 425-445.
- McClurg, S. D. (2006). The electoral relevance of political talk: Examining disagreement and expertise effects in social networks on political participation. *American Journal of Political Science*, 50(3), 737-754.
- Mendell, M. (2006). L'empowerment au Canada et au Québec : enjeux et opportunités. *Géographie, économie, société*, 8(1), 63-85.
- Milan, A. (2005). Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes. *Tendances sociales canadiennes*, 79(11), 1-7.
- Milbrath, L. W. (1981). Political participation. Dans S. L. Long (dir.), *The Handbook of Political Behavior: Volume 4* (p. 197-240). Springer US.
- Milbrath, L.W. et Goel, M.L. (1982). *Political participation: How and why do people get involved in politics?* University Press of America.
- Nakhaie, M. R. (2008). Social capital and political participation of Canadians. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 41(4), 835-860.
- Nemer, D. et Tsikerdekis, M. (2017). Political engagement and ICTs: Internet use in marginalized communities. *Journal of the Association for Information Science and Technology*, 68(6), 1539-1550.
- Norris, P. (2002). *Democratic Phoenix: Reinventing political activism*. Cambridge University Press.
- Pacheco, J. S. et Plutzer, E. (2008). Political participation and cumulative disadvantage: The impact of economic and social hardship on young citizens. *Journal of Social Issues*, 64(3), 571-593.
- Pascarella, E. T. et Terenzini, P. T. (2005). *How college affects students: A third decade of research*. Jossey-Bass.
- Pilon, D. (2015). Researching voter turnout and the electoral subaltern: Utilizing « class » as identity. *Studies in Political Economy*, 96(1), 69-92.

- Piven, F. F. et Cloward, R. A. (1988). National voter registration reform: How it might be won. *Political Science & Politics*, 21(4), 868-875.
- Piven, F. F., et Cloward, R. A. (2000). Power repertoires and globalization. *Politics & Society*, 28(3), 413-430.
- Plotke, D. (1997). Representation is democracy. *Constellations*, 4(1), 19-34.
- Polacko, M. (2020). Party positions, income inequality, and voter turnout in Canada, 1984-2015. *American Behavioral Scientist*, 64(9), 1324-1347.
- Racine, S. (2010). La mobilisation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à travers des organismes communautaires québécois. *Université de Montréal*.
- Ramos-Sanchez, L. et Nichols, L. (2007). Self-efficacy of first-generation and non-first-generation college students: The relationship with academic performance and college adjustment. *Journal of College Counseling*, 10(1), 6-18.
- Ravensbergen, F., et VanderPlaat, M. (2010). Barriers to citizen participation: the missing voices of people living with low income. *Community Development Journal*, 45(4), 389-403.
- Rigby, E. et Wright, G. C. (2013). Political parties and representation of the poor in the American States. *American Journal of Political Science*, 57(3), 552-565.
- Roulston, C. (1998). *Making a difference? The Northern Ireland women's coalition in the peace process*. University of Ulster.
- Schäfer, A. (2012). Consequences of social inequality for democracy in Western Europe. *Zeitschrift für vergleichende Politikwissenschaft*, 6(1), 23-45.
- Schaub, M. (2021). Acute financial hardship and voter turnout: Theory and evidence from the sequence of bank working days. *American Political Science Review*, 115(4), 1258-1274.
- Schlozman, K. L., Verba, S. et Brady, H. E. (2012). *The unheavenly chorus: Unequal political voice and the broken promise of American democracy*. Princeton University Press.
- Simard, M. (2000). Développement local et identifié communautaire : l'exemple du quartier Saint-Roch à Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 44(122), 167-188.
- Skocpol, T. (2003). *Diminished democracy: From membership to management in American civic life*. University of Oklahoma Press.
- Smeeding, T. M., et Sandstrom, S. (2005). Poverty and income maintenance in old age: A cross-national view of low income older women. *Feminist Economics*, 11(2), 163-174.
- Solijonov, A. (2016). Voter turnout trends around the world. *International Institute for Democracy and Electoral Assistance*.
- Solt, F. (2008). Economic inequality and democratic political engagement. *American Journal of Political Science*, 52(1), 48-60.
- Solt, F. (2010). Does economic inequality depress electoral participation? Testing the Schattschneider hypothesis. *Political Behavior*, 32(2), 285-301.

- SOM. (2004). *Étude sur l'exercice du droit de vote et le financement politique. Rapport présenté au Directeur général des élections du Québec*. Repéré à <https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/sondage-mars-2004.pdf>.
- Sondheimer, R. M. (2006). *The education-participation nexus: Rethinking conventional wisdom with randomized and natural experiments*. Yale University.
- Sondheimer, R. M. et Green, D. P. (2010). Using experiments to estimate the effects of education on voter turnout. *American Journal of Political Science*, 54(1), 174-189.
- Soss, J. (1999). Lessons of welfare: Policy design, political learning, and political action. *American political science review*, 93(2), 363-380.
- Soroka, S. N. et Wlezien, C. (2008). On the limits to inequality in representation. *Political Science & Politics*, 41(2), 319-327.
- Stebbleton, M. J. et Soria, K. M. (2012). Breaking down barriers: Academic obstacles of first-generation students at research universities. *The Learning and Assistance Review*, 17(2), 7-19.
- Stebbleton, M. J., Soria, K. M. et Huesman, R. L. (2014). First-generation students' sense of belonging, mental health, and use of counseling services at public research universities. *Journal of College Counseling*, 17(1), 6-20.
- Stolle, D., et Hooghe, M. (2011). Shifting inequalities: Patterns of exclusion and inclusion in emerging forms of political participation. *European Societies*, 13(1), 119-142.
- Stephen, A. et Linz, J. J. (2011). Comparative perspectives on inequality and the quality of democracy in the United States. *Perspectives on Politics*, 9(4), 841-856.
- Stolle, D. et Micheletti, M. (2013). *Political consumerism: Global responsibility in action*. Cambridge University Press.
- Szewczyk, J. et Crowder-Meyer, M. (2022). Community income inequality and the economic gap in participation. *Political Behavior*, 35(3), 1-26.
- Turcotte, M. (2015). L'engagement communautaire et la participation politique au Canada. *Statistique Canada*, 75(6), 1-16.
- Ura, J. D. et Ellis, C. R. (2008). Income, preferences, and the dynamics of policy responsiveness. *Political Science & Politics*, 41(4), 785-794.
- Urbinati, N. (2006). *Representative democracy: Principles and genealogy*. Chicago University Press.
- Urbinati, N. et Warren, M. E. (2008). The concept of representation in contemporary democratic theory. *Annual Review of Political Science*, 11(1), 387-412.
- Verba, S., Schlozman, K. L. et Brady, H. E. (1995). *Voice and equality: Civic voluntarism in American politics*. Harvard University Press.
- Ward, S., Gibson, R. et Lusoli, W. (2003). Online participation and mobilisation in Britain: Hype, hope and reality. *Parliamentary affairs*, 56(4), 652-668.
- Webbink, D. et Hartog, J. (2004). Can students predict starting salaries? Yes! *Economics of Education Review*, 23(2), 103-113.

- Weissberg, R. (1975). Political efficacy and political illusion. *The Journal of Politics*, 37(2), 469-487.
- Wilford, A. M. (2020). Understanding the competing effects of economic hardship and income inequality on voter turnout. *Politics & Policy*, 48(2), 314-338.
- Willeck, C. et Mendelberg, T. (2022). Education and political participation. *Annual Review of Political Science*, 25(1), 89-110.
- Williams, M. S. (2000). *Voice, trust, and memory: Marginalized groups and the failings of liberal representation*. Princeton University Press.
- Wilson, W. J. (1991). Studying inner-city social dislocations: The challenge of public agenda research: 1990 presidential address. *American Sociological Review*, 1-14.
- Wolfinger, R. et Rosenstone, S. (1980). *Who votes?* Yale University Press.
- Wood, M. et Flinders, M. (2014). Rethinking depoliticisation: Beyond the governmental. *Policy & Politics*, 42(2), 151-170.